

De nouvelles mesures pour calmer la rue



Benbada, Louh, Harraoubia, Djoudi, Ould Abbès et Moussa sont autant de ministres chargés de redonner à l'Etat sa crédibilité.

En réponse à la requête du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, plusieurs membres du gouvernement ont donné des directives aux responsables de leurs différents secteurs au niveau des wilayas et des institutions économiques.

Cette initiative tend à apaiser les tensions actuelles et à pondérer le comportement des responsables envers les citoyens en général, et les travailleurs plus particulièrement.

Parmi les mesures prises, il y a l'allègement des procédures administratives ainsi que «la prise en considération des préoccupations relevées par la population», indiquent certaines sources à la presse. Dans ce contexte, le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, a été le premier, selon les mêmes sources, à avoir pris les mesures nécessaires dans ce sens. Cela par des instructions fermes aux maires d'être mieux à l'écoute des besoins et des préoccupations de leurs administrés, comme d'être particulièrement attentifs aux préoccupations des jeunes chômeurs.

Le ministère a pareillement appelé à ne pas minimiser les revendications exprimées par cette frange de la population. Il est ainsi recommandé de travailler en coordination avec les divers secteurs afin de répondre au plus grand nombre de sollicitations des jeunes chômeurs.

Pour sa part, Tayeb Louh, ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, a instruit les différents responsables de son département et des agences de l'emploi de diligenter toutes les demandes en souffrance. M.Louh a, d'autre part, exigé l'amélioration de l'accueil des jeunes chômeurs et demandeurs d'emploi, comme de prendre en considération leurs dossiers. En guise de suivi de ces instructions, M.Louh a ainsi effectué des visites surprises aux différentes agences de l'emploi, afin de constater par lui-même la qualité de la prise en charge de cette catégorie de personnes. Dans ce même contexte, le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme, Nouredine Moussa, a réitéré la nécessité d'accélérer les finitions des quartiers achevés. Il a notamment mis l'accent sur leur aménagement et la distribution, dans les plus brefs délais, des logements. Il a aussi prié les responsables des départements concernés, de travailler en coordination avec les autorités locales, pour rassurer les citoyens bénéficiaires de ces habitations, et les informer des délais de remise des clés. De son côté, El Hadi Khaldi, ministre de l'Enseignement et de la Formation professionnels, a demandé la régularisation immédiate des stagiaires et des travailleurs qui attendent leur dû depuis 2009.

Quant au ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Rachid Harraoubia, il a exigé plus de flexibilité et de compréhension de la part des médecins envers leurs étudiants.

La même chose pour M.Ould Abbès, ministre de la Santé, qui a demandé aux responsables des centres hospitaliers et des hôpitaux de faciliter les procédures d'admission des malades. Il

Écrit par Nardjes FLICI
Jeudi, 17 Février 2011 00:54

a aussi, demandé aux responsables au niveau de son ministère de recevoir les représentants du syndicat des paramédicaux.

Le ministre du Commerce, Mustapha Benbada, est aussi en tenue de combat. C'est à lui qu'échoit la tâche d'introduire sur le marché les mesures concernant la disponibilité des produits alimentaires et la régulation de leurs prix. Encore faut-il que le département de l'Agriculture dirigé par Rachid Benaïssa, puisse fournir une production suffisante en produits divers pour remplir le couffin de la ménagère. Du côté du ministère des Finances, c'est Karim Djoudi qui doit veiller à ce que les subventions puissent parvenir à leurs bénéficiaires et que les entrepreneurs publics et privés puissent traduire sur le terrain les encouragements à l'investissement. Des aménagements sont contenus dans la loi de finances pour faciliter le recrutement et la création de l'emploi. Le ministère est chargé de répartir les revenus tirés de l'exportation des hydrocarbures. Ils permettent au gouvernement Ouyahia de dégager 1200 milliards de dinars en tant que transferts sociaux. C'est ce qu'avait affirmé depuis une semaine, Kamel Aïssani, directeur des transferts sociaux et de la protection sociale au ministère des Finances.

Ces transferts sont l'équivalent de 15 milliards de dollars. Le ministre de l'Intérieur, Daho Ould Kablia, est aussi en première ligne.

[L'Expression](#)